

RWANDA : FICHE PAYS – JUIN 2025

Catégorie OCDE (2024) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+/ B2/ B+

Monnaie locale : Franc rwandais (RWF) / Régime de change : flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



FORCES

- Faible niveau de corruption et bonne gouvernance
- Investissements en infrastructures importants
- Stabilité politique
- Développement du secteur privé
- Climat des affaires favorable

FAIBLESSES

- Etroitesse du marché interne
- Pays enclavé
- Dépendance aux cours des matières premières
- Secteur industriel encore peu développé

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est restée robuste en 2024 à +8,9% (après +8,2% en 2023), tirée par le dynamisme de l'investissement et la consommation des ménages. Celle-ci a notamment été favorisée par la baisse de l'inflation. La croissance devrait un peu ralentir en 2025, prévue autour de 7%. Les investissements, la consommation des ménages, ainsi que le dynamisme des exportations (minières en particulier) soutiendront l'activité.
- Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public a progressé à -6,6% du PIB en 2024 (exercice budgétaire terminé en juin 2024), mais est prévu en légère diminution en 2025 à -6,3% du PIB, selon le FMI. La modération des dépenses publiques d'investissement en particulier, ainsi que la hausse des recettes fiscales, permettraient en partie de compenser la baisse des aides accordées par les pays développés. De nouvelles mesures fiscales adoptées en avril 2025 favoriseraient par ailleurs la hausse des recettes durant les prochaines années. La dette devrait néanmoins poursuivre sa trajectoire haussière, prévue à 80% du PIB (après 77,5% du PIB en 2024), tirée par des besoins de financements élevés (notamment construction de l'aéroport de Bugesera), ainsi que la dépréciation du franc rwandais (près de 80% de la dette est libellée en devises). Sa structure favorable (poids des crédits concessionnels et maturité) limite cependant les risques d'insolvabilité du pays.
- Vulnérabilité extérieure** : Malgré la hausse des recettes d'exportation, le déficit courant est resté élevé en 2024 (estimé à -12,7% du PIB), pénalisé par le dynamisme des importations nécessaires à la réalisation des grands projets d'infrastructures. Les réserves de change (4,4 mois d'importations fin 2024) couvrent aisément le service de sa dette externe, qui demeure relativement limité. Les pressions baissières sur le franc rwandais se poursuivent (déficit courant prévu encore élevé, regain de l'inflation, et environnement externe dégradé - tensions avec la RDC en particulier, qui devraient néanmoins s'apaiser à la suite de la signature de l'accord de paix entre les deux pays, fin juin).
- Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le niveau de capitalisation des banques est satisfaisant et au-dessus du minimum réglementaire requis de 15%. Le taux de créances douteuses a augmenté à 5% en juin 2024 (contre 4,6% 2023) mais ne constitue pas une source d'inquiétude à ce stade. Les crédits bancaires et microcrédits (accordés aux ménages et aux petites entreprises en particulier) sont en hausse : +18,4% en juin 2024 par rapport à la même période en 2023.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique** : Comme prévu, le président Kagame et son parti, le Front Patriotique Rwandais, ont remporté les élections de juillet 2024. L'ingérence militaire en RDC s'est traduite par une réduction des aides financières de la part des principaux donateurs du pays. Un accord de paix a cependant été signé le 27 juin dernier à Washington ce qui pourrait changer l'approche des donateurs.
- Climat des affaires** : Le Rwanda dispose d'un environnement des affaires et d'une gouvernance parmi les plus favorables du continent africain. Le pays est reconnu pour son faible niveau de corruption et l'utilisation efficace de l'aide internationale.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique** : L'économie rwandaise reste très tributaire de l'agriculture et est ainsi très vulnérable au changement climatique. Signataire des Accords de Paris, le gouvernement prévoit d'augmenter à 60% la part des énergies renouvelables dans le mix électrique du pays, à l'horizon 2030.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés	
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)	
Exportations	Importations
Or, pierres fines	33,2% Machines, appareils élect.
Café, thé, maté, poivre	20,2% Pétrole, combustibles
Minerais (niobium, tantalé, étain)	13,7% Machines, appareils méc.
Préparations à base de céréales	2,7% Pierres fines,
Produits de la minoterie	2,7% Voitures automobiles

Source : Cnuced

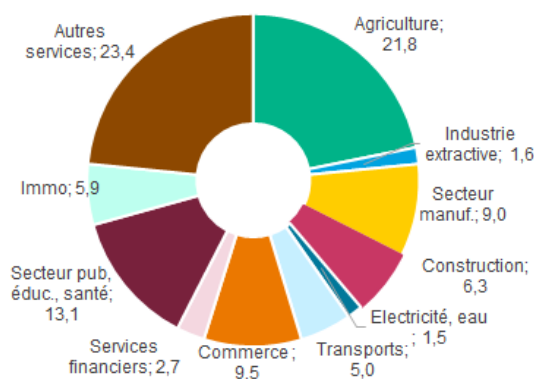
Principaux partenaires commerciaux + France	
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)	
Exportations	Importations
10,9% Emirats arabes unis	30,1% Chine
9,1% Congo, République démocratique	28,4% Tanzanie
7,3% Grèce	4,8% Inde
5,8% Suisse	3,4% Emirats arabes unis
5,5% France (38ème)	0,2% France (21ème)

TABEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

RWANDA		2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		11	13	14	14	14	14
	<i>Rang PIB mondial</i>	143	139	138	137	137	137
Population (Mns)		13,0	13,2	13,5	13,5	13,5	13,5
	<i>Rang Population mondiale</i>	74	74	73	72	71	71
PIB / habitant (USD)		853	1 005	1 032	1 032	1 032	1 032
Croissance PIB (%)		10,9	8,2	8,3	8,9	7,1	7,5
Inflation (moyenne annuelle, %)		-0,4	17,5	20,4	1,8	7,0	4,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		17,0	10,4	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)		73,3	68,0	73,5	77,5	80,0	78,9
Solde public (% PIB) ^F		-7,0	-5,7	-5,0	-6,6	-6,3	-3,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*		6,2	6,2	7,7	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)		-10,9%	-9,4%	-11,5%	-12,7%	12,2% ^D	11,3% ^D
IDE (% du PIB)**		2,1%	2,3%	3,3%	4,0%	4,2%	4,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)**		7,0	5,1	4,6	4,9	4,7	5,0
Dette extérieure totale (% PIB)		80%	69%	78%	87%	90%	93%
Dette extérieure CT (% PIB)*		3,7%	2,8%	3,2%	NA	NA	NA
Taux de change***		1010	1071	1264	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés		20,9	21,0	21,3	21,1 ^E	NA	NA
Taux de NPL		5,4	3,7	4,6	5 ^E	NA	NA
ROE		18,0	22,2	22,5	22,1 ^E	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		95	98	96	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		153	153	153	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		151	152	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (WEO, avril 2025); *Banque Mondiale; **Oxford Economics; ***T. Reuters a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; D: Prévisions Fitch (mars 2025); E: Données juin 2024 (IMF Country Report No. 24/341, décembre 2024), F: Données basées sur l'exercice budgétaire allant de juillet à juin (2024=juillet 2023 à juin 2024).

Rwanda : Ventilation sectorielle du PIB (% , 2023*)



Source : NISR, *données prévisionnelles

1. SITUATION ECONOMIQUE

• La croissance demeure robuste

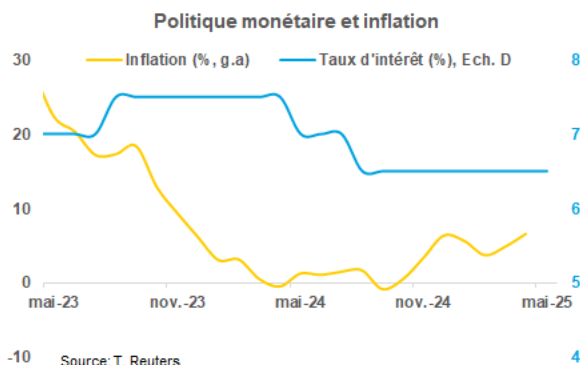
En 2024, la croissance a atteint **+8,9%** (après +8,2% en 2023), portée par le dynamisme de l'investissement et de la consommation des ménages. Cette dernière a bénéficié de la baisse de l'inflation et de l'amélioration du marché du travail.

La croissance pour 2025 est prévue dynamique mais en ralentissement, autour de **7,1%**. L'investissement (public et privé) soutiendrait l'activité : en particulier travaux de réhabilitation du réseau routier, développement de la compagnie aérienne Rwandair (augmentation de la flotte et expansion du réseau de liaisons), construction de l'aéroport de Bugesera. [Ce projet](#), estimé à 2Md\$, sera cofinancé par le gouvernement rwandais et Qatar Airways.

La consommation des ménages continuerait de bénéficier du dynamisme du marché du travail, malgré une inflation en hausse (Cf. ci-dessous).

Sur le front externe, plusieurs facteurs soutiendraient les exportations du pays : la hausse du volume des exportations de minerais (niobium, tantale, étain, tungstène...), favorisés par le développement de la transformation locale des minéraux, ainsi que la reprise du tourisme (safari) et du tourisme MICE¹. A noter par ailleurs que les exportations d'or et du café (16,5% du total exporté en 2024) bénéficient des prix soutenus.

• Vers une hausse de l'inflation en 2025



En 2024, l'inflation est tombée à **1,8% en moyenne sur l'année** (après 20,4% en 2023), tirée par la baisse des prix alimentaires, résultant notamment de l'amélioration de la production agricole locale, ainsi que de la modération du prix du pétrole. Dans ce contexte, la

banque centrale a abaissé de 100 pdb son taux directeur à 6,5% depuis août 2024.

L'inflation a toutefois augmenté dès fin 2024, et elle devrait s'établir autour de **7%² en moyenne en 2025** (7,7% en mai), notamment tirée par les prix alimentaires, ainsi que l'impact des nouvelles hausses de taxes (TVA sur le carburant en particulier³). L'inflation resterait cependant à l'intérieur de la cible de la banque centrale (comprise entre 2% et 8%) mais freinerait la vitesse de l'assouplissement monétaire, d'autant plus que les pressions baissières sur le franc rwandais persistent (Cf. Position externe). Une nouvelle baisse du taux directeur de 50 pdb d'ici la fin 2025, portant le taux à 6%, serait cependant envisagée afin de soutenir l'activité.

• Une économie encore très dépendante du secteur primaire

Le secteur agricole représente **22 % du PIB** et est dominé par les cultures, notamment d'exportation (thé, café). Le secteur agricole emploierait encore près de 70 % de la population. [Le gouvernement souhaite développer le potentiel minier du pays](#) (or, pierres précieuses, mais aussi minerais 3T- étain, tantale, tungstène et lithium), de l'exploration à la transformation locale. Ce secteur représente l'une des premières sources d'entrées de devises avec le tourisme et le gouvernement souhaite doubler ses exportations d'ici 2029.

Le secteur manufacturier concerne en particulier l'agro-alimentaire. La construction est quant à elle soutenue par les investissements publics. Dans le tertiaire, le commerce/transports/immobilier/services financiers, ainsi que le tourisme sont les secteurs les plus porteurs.

Le gouvernement, qui a particulièrement investi dans le secteur du tourisme d'affaires, **souhaite aussi se positionner comme destination d'écotourisme de haut de gamme⁴**.

En août 2024, le Conseil des ministres du Rwanda a approuvé la deuxième Stratégie nationale de transformation (SNT-2) qui comprend des axes prioritaires tels que la création d'emplois, la promotion des exportations, la qualité de l'éducation, la réduction des retards de croissance et de la malnutrition, et l'amélioration des services publics.

Le pays poursuit son plan stratégique de diversification à long-terme « Vision 2020 » et « Vision 2050⁵ » qui repose en grande partie sur le développement du secteur privé⁶. Le Rwanda devra

¹ Le MICE, acronyme pour Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions, désigne un segment spécifique du tourisme d'affaires axé sur l'organisation et la gestion d'événements corporatifs. Le Rwanda accueillera plusieurs événements MICE en 2025-26, notamment des conférences sur des sujets allant de la santé à l'arbitrage international et à l'agroforesterie, entre autres.

² FMI (Weo, avril 2025)

³ En février 2025, le Conseil des ministres du Rwanda a approuvé de nouvelles taxes sur le carburant, dont l'application de la TVA de 15% à compter du 1^{er} juillet. Les prix de l'essence devaient ainsi augmenter de 18, mais ont été plafonnés à 11 %, tandis que le diesel, initialement prévu en hausse de 14 %, n'a augmenté que de 6,8 %.

⁴ L'amélioration des infrastructures de transport (telles que la construction de l'aéroport international Bugesera, le développement de la flotte aérienne RwandAir) devrait se poursuivre. A noter par ailleurs qu'une liaison directe entre Kigali et Paris est en place depuis l'été 2023.

⁵ Ces plans stratégiques sont en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD). Le Rwanda prévoit ainsi d'accéder au statut de pays à revenu élevé à l'horizon 2050.

⁶ Les Autorités misent ainsi sur l'amélioration constante du climat des affaires afin de stimuler et soutenir l'investissement privé, local et étranger. Les autorités poursuivent également leurs efforts pour l'émergence d'une économie du savoir tirée par l'innovation, les services et l'industrie à plus forte valeur ajoutée.



cependant surmonter des obstacles structurels qui pèsent sur la productivité, comme l'informalité du marché du travail qui toucherait 93% des PME⁷, qui représentent 98% du total des entreprises du pays.

- **Un secteur bancaire sain**

Le secteur bancaire est constitué de 14 banques (nationales et étrangères) et demeure sain et bien capitalisé. La capitalisation des banques est satisfaisante à 21,1% en juin 2024, soit un niveau au-dessus du minimum réglementaire requis de 15% et la rentabilité des capitaux propres (ROE) atteint 22,1% sur cette même période. **Le taux de prêts non performants (NPL) enregistrés par les banques a en revanche progressé à 5% en juin 2024** (après 4,6% en 2023).

Le secteur de la microfinance, principalement axé sur les prêts aux ménages et aux petites entreprises, poursuit sa croissance : +26% au T2 2024 par rapport à la même période l'an passé. Ensemble, les crédits accordés par les banques et ceux des institutions de microfinance ont augmenté de +18,4% au T2 2024 en glissement annuel.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit public devrait se réduire progressivement**

Durant l'exercice budgétaire 2024 (juillet 2023 à juin 2024), **le déficit public s'est creusé à -6,6% du PIB** (après -5% du PIB en 2023) selon le FMI. Le contexte pré-électoral (élections en juillet 2024), souvent propice aux dépenses, la poursuite des efforts de reconstruction à la suite des inondations de 2023, ainsi que les dépenses d'investissements ont conduit à la progression du déficit.

Pour l'exercice 2025 (qui se termine en juin 2025), **le déficit est prévu en légère diminution, autour de -6% du PIB** (-5,9% du PIB, selon les prévisions de Fitch et -6,3 % selon le FMI). Le ralentissement des dépenses d'investissements en particulier, les efforts de rationalisation des dépenses courantes, ainsi que la hausse des recettes fiscales⁸ de +0,5% du PIB, permettraient de contrebalancer en partie la diminution des subventions accordées par les pays développés (-1,2% du PIB par rapport à l'exercice 2024⁹), favorisant ainsi la résorption partielle du déficit.

Pour l'exercice 2026, une réduction plus importante du déficit est prévue. Celui-ci est attendu entre -3,3% et -4,6% du PIB¹⁰. Les recettes fiscales, soutenues par les mesures fiscales adoptées en avril 2025¹¹, pourraient atteindre 15,9% du PIB. Le Rwanda bénéficie par ailleurs

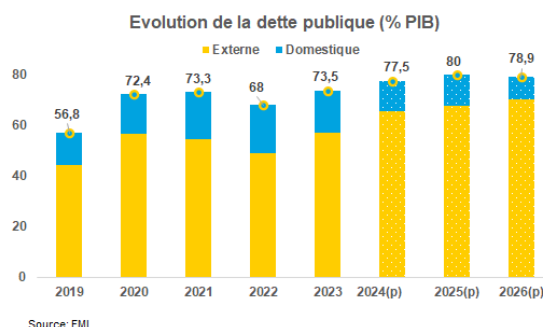
du soutien financier et technique du FMI¹² qui soutient son programme de réformes.

A noter par ailleurs que grâce à la signature de l'accord de paix entre le Rwanda et la RDC fin juin, la crainte d'une baisse supplémentaire de l'aide internationale et d'un accès réduit aux financements concessionnels devrait se dissiper.

- **Hausse de la dette publique qui demeure néanmoins peu risquée**

La dette du secteur public rwandais est en constante augmentation et a plus que doublé en l'espace de 8 ans (passée d'environ 32% du PIB lors de l'exercice budgétaire 2015 à 73,5% du PIB en 2023). Cette évolution est principalement liée aux dépenses en faveur du développement du pays (projets d'infrastructures en particulier), ainsi qu'aux mesures d'atténuation de l'impact de la crise sanitaire de 2020 et des inondations de 2023.

En 2024, la dette aurait poursuivi sa trajectoire haussière, estimée à 77,5% du PIB, en raison de l'ampleur du déficit budgétaire et de la dépréciation du taux de change (environ 80% de la dette est libellée en devises). **En 2025, le ratio dette/PIB devrait atteindre un pic à 80%**, tiré par un déficit encore élevé, notamment en liens avec les financements nécessaires à la construction de l'aéroport de Bugesera.



Malgré la forte progression de la dette, le poids des crédits concessionnels auprès de créanciers multilatéraux **réduit le risque de difficultés de remboursement** (Cf. position externe). **Le risque de surendettement est par ailleurs considéré modéré** selon l'analyse du FMI.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Des exportations dominées par les produits primaires**

Les exportations rwandaises sont dominées par les matières premières agricoles, métaux précieux et minerais. En 2024, les minerais (niobium, tantale, étain,

⁷ Source [Banque Mondiale](#), juin 2023.

⁸ La hausse des recettes fiscales est en partie liée à une fiscalité minière plus élevée, ainsi que l'arrêt des exonérations fiscales dans le cadre du programme « Manufacture and Build to Recover »

⁹ Selon l'agence Fitch, la baisse des subventions est en partie liée à la suppression par le Royaume-Uni de son accord migratoire avec le Rwanda (et les paiements associés d'environ 0,3 % du PIB).

¹⁰ Prévision FMI (Weo, avril 2025) : -3,3% du PIB ; Fitch (mars 2025) : -4,6% du PIB.

¹¹ Il s'agit de l'introduction 14 nouveaux impôts et ajustements visant à générer plus de 350 Md RWF (environ 310 M\$) de recettes intérieures supplémentaires au cours des cinq prochaines années.

¹² Le Rwanda dispose de deux programmes de financement en cours avec le FMI : Une facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) de 320 M\$ et une facilité de crédit de confirmation de 262 M\$ en cours jusqu'en 2025, ainsi qu'un instrument de coordination de la politique économique (ICPE).



tungstène) ont représenté 40% des exportations du pays¹³, suivi du café et du thé (autour de 26% du total exporté). Les exportations de minerais devraient continuer de bénéficier des expansions prévues dans le secteur minier, grâce notamment aux installations de traitement des minerais¹⁴. Le Rwanda a aussi une activité d'import-export de pétrole pour alimenter les pays voisins, notamment le Burundi. Les Emirats Arabes Unies sont le 1^{er} client du pays (32% des exportations du Rwanda y ont été destinées¹⁵), pour l'or en particulier.

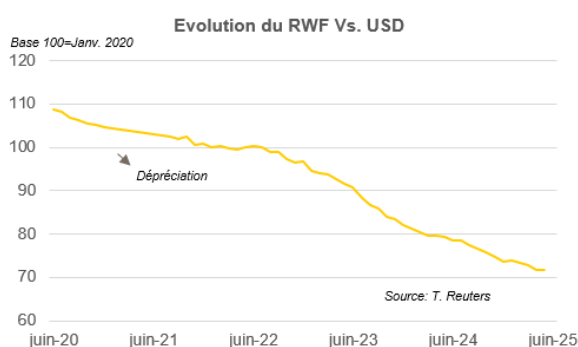
- **Un déficit courant élevé**

Le solde courant est structurellement très déficitaire (-10,1% du PIB en moyenne sur la période 2010 à 2019). Le Rwanda importe principalement des équipements (mécaniques, électriques) et des services destinés à la réalisation de projets d'infrastructures, mais aussi des véhicules, du pétrole et des produits alimentaires (céréales en particulier), ainsi que du pétrole.

En 2024, le déficit courant est estimé à environ -13% du PIB (après -11,5 % en 2023), tiré par la hausse des importations de biens d'équipement et intermédiaires, dans un contexte de forte baisse de la production industrielle.

En 2025, le déficit courant diminuerait légèrement, prévu à -12,2% du PIB. Alors que le prix du pétrole prévu moins élevé qu'en 2024 contribuerait à réduire la facture énergétique, les importations de biens d'équipement et intermédiaires, notamment nécessaires à la construction de l'aéroport de Bugesera, resteraient élevées. Les exportations de café et d'or devraient encore bénéficier de prix soutenus, et les perspectives pour le secteur du tourisme privé et d'affaires restent positives à ce stade (voyages, transports).

- **Dépréciation régulière de la monnaie**



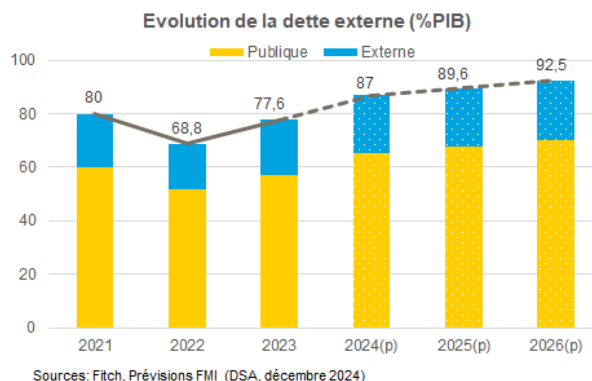
Le franc rwandais a eu tendance à se déprécier face au dollar depuis la crise sanitaire de 2020 (cf. graphique ci-dessus). La persistance d'un déficit courant élevé, la hausse de l'inflation en 2022 et 2023, ainsi que l'ingérence militaire et politique avec la RDC ont entraîné la dépréciation de la monnaie.

Pour 2025, les pressions baissières sur le franc rwandais pourraient se poursuivre, tiré par un déficit

courant prévu élevé et une politique monétaire qui resterait accommodante.

Les réserves de change de la banque centrale demeurent à un niveau satisfaisant autour de 4,4 mois d'importations fin 2024 et offrent une marge de manœuvre à la Banque centrale pour soutenir la monnaie si besoin.

- **Une dette externe aux conditions favorables**



La dette externe du pays est prévue à 87% du PIB en 2024, dont 75% pour la part publique (y compris celle garantie par l'Etat). La dette publique externe est majoritairement détenue par les créanciers multilatéraux (75% en 2024), auprès de la Banque Mondiale en particulier, et dispose ainsi de conditions favorables.

La dette commerciale, détenue par les créanciers privés, **s'élève à près de 12% du total de la dette externe** et est constituée principalement d'un Eurobond de 10 ans (620 M USD) émis en août 2021, soit la deuxième émission du pays après celle de 2013. Le pays avait en effet profité des conditions encore favorables de marché (taux de rendement de 5,5%) afin de racheter 85% des euro-obligations de 2013 arrivant à échéance en 2023, lissant ainsi un éventuel risque de liquidité. **Le prochain amortissement de l'euro-obligation est prévu en 2031.**

Le taux d'intérêt moyen de la dette externe **demeure relativement faible à 2%** et **l'échéance moyenne est de 15 ans**, réduisant ainsi le risque de refinancement.

En 2025, le service de la dette externe publique est estimé à 307,7 M USD (environ 2,2% du PIB). **Les réserves en devises**, estimées à 2,4 Md d'USD fin 2024 (environ 4,4 mois d'importations), **permettent au pays d'assurer le remboursement de sa dette.**

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Continuité politique et tensions a priori apaisées avec la RDC**

A la tête du pays depuis les années 2000, le président Paul Kagame et son parti, le Front Patriotique Rwandais (FPR) ont reporté les élections

¹³ TradeMap

¹⁴ Il existe cependant des controverses entourant le fait qu'une grande partie des exportations minières rwandaises seraient, à priori, constituées de minerais introduits par contrebande depuis la RDC.

¹⁵ Il s'agit des données de 2022, dernière année disponible sur le site Trademap.



présidentielles de juillet dernier. Son leadership incontestable sur la scène politique depuis plusieurs années a favorisé la stabilité et la continuité politique du pays, malgré un régime politique qui ne laisse pas de place à l'opposition. La liberté politique est par ailleurs l'un des points faibles du pays, selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale.

Sur le plan des relations externes, le pays est reconnu pour son faible niveau de corruption et l'utilisation efficace de l'aide internationale accordée au pays. Les tensions vives entre le Rwanda et la RDC se sont toutefois traduites par une réduction de l'aide internationale sur la période récente.

Depuis plusieurs années, **la RDC accuse le Rwanda de soutenir ce groupe rebelle paramilitaire (M-23)** issue d'une ancienne rébellion tutsi congolaise, tandis que le Rwanda jusqu'à présent nié ce soutien. Début 2025, le M-23 s'est emparé d'importantes villes de l'est de la RDC avec le soutien présumé des Forces de défense du Rwanda. Face à l'incursion du M-23, le [Royaume Uni a décidé de suspendre l'aide financière accordé au Rwanda](#) et l'Allemagne a suspendu toute nouvelle aide au pays. Le Canada et les Etats-Unis, ont aussi imposé une combinaison des mesures, tandis que les relations diplomatiques avec l'Espagne se sont arrêtées.

En avril 2025, le Rwanda et la RDC ont cependant signé un accord de respect de leur souveraineté respectives, facilité par les Etats-Unis. Fin juin 2025, un accord de paix entre les deux pays a été signé à Washington. L'accord prévoit le retrait des troupes rwandaises à l'est du Congo dans les 90 jours. Les deux pays s'engagent à lancer un cadre d'intégration économique régionale sur cette même période. En contrepartie, les Etats-Unis ont obtenu une grande partie des droits miniers du Congo avec une promesse d'attirer d'importants investissements miniers vers cette région.

Sur le plan social, des progrès importants en matière de réduction de la pauvreté ont été accomplis. Le PIB par habitant a ainsi augmenté de 4,3% par an en moyenne sur 2014-2023, dépassé seulement par l'Ethiopie en Afrique subsaharienne¹⁶. Le taux de pauvreté **national est en diminution, mais toucherait encore 44,6% de la population selon la Banque Mondiale** (au seuil de 2,15 USD 2017 PPA).

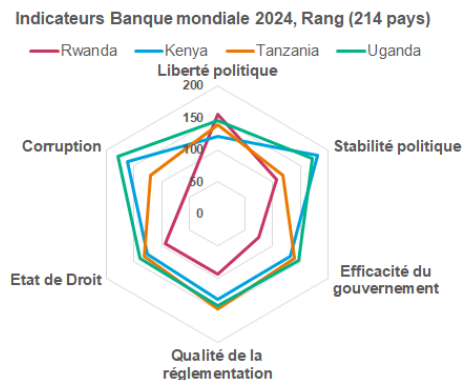
- **Un climat des affaires favorable**

L'environnement des affaires au Rwanda est classé parmi les plus favorables du continent africain grâce à un faible niveau de corruption (à la 43^e place sur 180 pays en 2024¹⁷) et aux diverses réformes visant à réduire les contraintes réglementaires, juridiques afin d'inciter l'investissement national et étranger. Le code rwandais des investissements prévoit par ailleurs une égalité de traitement pour les étrangers et nationaux dans la plupart des opérations, un libre transfert de fonds et des indemnisations en cas d'expropriation.

Des contraintes structurelles sont toutefois présentes telles que **l'enclavement du pays** et les **coûts élevés de transport** des marchandises **qui en résultent, la**

taille relativement faible du marché domestique (14 millions d'habitants) ainsi qu'un **coût d'accès au financement encore élevé.**

Le pays dispose également d'une forte gouvernance et enregistre de meilleures performances que la majorité des pays voisins d'Afrique de l'Est, sauf en matière de liberté politique (Cf. graphique ci-dessous).



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

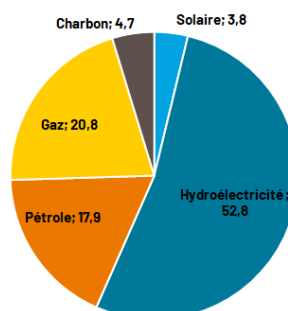
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Pays à faible revenu, **le Rwanda est encore très tributaire de l'agriculture**, et donc fortement vulnérable au changement climatique.

La principale source d'émissions de GES est le secteur agricole (environ 55% du total), suivi de celui de l'énergie (31%). Selon les projections, **les émissions devraient doubler à l'horizon 2030**, estimées à 12,1 MtCO₂, si rien n'est fait pour les empêcher. La hausse de la consommation de combustibles fossiles résultant de la demande croissante en électricité, ainsi que pour répondre aux besoins du secteur des transports, seraient les principaux facteurs qui expliqueraient la hausse projetée des émissions.

Le mix électrique du pays dépend à 43% des sources fossiles en 2023, du pétrole en particulier (Cf. graphique ci-dessous). Le gouvernement s'est cependant donné pour objectif **d'augmenter la part du renouvelable à 60%** à l'horizon 2030.

Rwanda : production d'électricité par sources, en % (2023=1,06 TWh)



Source : Ember, 2025

¹⁶ Source : Banque Mondiale.

¹⁷ Source : Transparency International, 2024.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif.